

04/11/2004



Communiqué de presse AG/SHC/3799

Troisième Commission

36^e & 37^e séances – matin & après-midi

LA TROISIÈME COMMISSION RECOMMANDE DE PROCLAMER UNE DEUXIÈME DÉCENNIE DES POPULATIONS AUTOCHTONES POUR 2005-2014

Plusieurs délégations soulignent l'évolution du concept de droit à l'autodétermination, en particulier dans le cadre des sociétés multiculturelles

(Publié le 5 novembre)

...

La Commission a par ailleurs poursuivi son débat sur l'élimination du racisme et de la discrimination raciale et sur le droit à l'autodétermination. Plusieurs délégations ont réaffirmé le droit des peuples à l'autodétermination. Si l'élargissement de l'Organisation des Nations Unies –le nombre d'États Membres a plus que triplé depuis sa création– consacre l'universalité de ce droit, l'œuvre de décolonisation, comme l'a signalé le représentant de l'Algérie, reste encore à parachever. Depuis des décennies, de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale comme de la Commission des droits de l'homme n'ont cessé d'affirmer le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, a rappelé le représentant de l'Iran, qui a déploré qu'Israël, puissance occupante, en construisant un mur de séparation, continue de s'opposer à l'exercice de ce droit, niant un des droits fondamentaux de l'homme. Plusieurs délégations ont toutefois fait valoir l'évolution du concept de droit à l'autodétermination dans le contexte des conflits ethniques récents. Le représentant de l'Érythrée a ainsi souligné que les groupes ethniques peuvent exercer ce droit en choisissant des formes d'auto-administration dans le respect de l'intégrité territoriale et de l'unité politique d'un État souverain. Il a mis en garde contre les interprétations de ce droit qui portent les germes de la balkanisation des États. Pour le représentant de la République de Moldova, le concept du droit à l'autodétermination n'est plus approprié pour gérer les problèmes des sociétés multiethniques. Il peut encourager le terrorisme, le non-respect de la légalité et la violence, a conclu le représentant.

...

ÉLIMINATION DU RACISME ET DE LA DISCRIMINATION RACIALE

Suite du débat général

...

M. MOSTAFA ALAEI (République islamique d'Iran) a rappelé que le droit des peuples à l'autodétermination est inscrit dans la Charte des Nations Unies, dans les pactes internationaux des droits de l'homme et autres instruments y relatifs, reconnu par le droit international et les grandes conférences internationales. Il s'agit d'un droit fondamental pour la réalisation de tous les autres droits et son déni a

provoqué, et continue de provoquer souffrance et instabilité, a-t-il ajouté. Depuis des décennies, de nombreuses résolutions de l'Assemblée Générale comme de la Commission des droits de l'homme n'ont cessé d'affirmer le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, a rappelé M. Alaei, qui a déploré qu'Israël, puissance occupante, continue de s'opposer à l'exercice de ce droit et à perpétrer des violations massives des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé, y compris des meurtres de civils innocents, des arrestations arbitraires, des punitions collectives et des restrictions diverses. Israël a également poursuivi la construction d'un mur de séparation en défiant les appels de la communauté internationale et du droit international, a affirmé M. Alaei, qui a rappelé l'avis récent de la Cour internationale de Justice. Le refus du droit à l'autodétermination des peuples constitue un grave déni des droits de l'homme fondamentaux et il faut réagir par des mesures concrètes au refus de coopération de la part des puissances occupantes, a conclu le représentant.

...

M. AHMED Y. Y. GZLLAL (Jamahiriya arabe libyenne) a souligné que si la dernière décennie du vingtième siècle avait vu la fin du dernier bastion du racisme en Afrique du Sud, la même décennie a connu des génocides et un nombre d'épurations ethniques sans précédent. Ces phénomènes, a-t-il poursuivi, étaient toujours présents. Il a fait observer que la période qui s'est écoulée depuis la Conférence de Durban en septembre 2001 a vu se développer les méfaits du racisme et de la xénophobie qui avaient été, selon lui, favorisés notamment par la mondialisation, la polarisation intellectuelle et la domination d'une seule puissance. Il a marqué la distinction entre l'aspect classique du racisme, fondé sur la couleur, et la discrimination qui vise les réfugiés et les immigrés. Le représentant a déclaré que la loi de son pays s'inspirait du Coran et de la Charia, et accordait une grande importance à l'égalité des individus sans discrimination. Il a rappelé que le principe de l'autodétermination des peuples, garantie par la Charte, devait être appliqué au peuple palestinien, qui souffre des pires crimes, d'occupation raciste et des implantations détestables.

...

Mme NADYA RASHEED, Observatrice de la Palestine, a souligné que les nombreuses mesures oppressives israéliennes adoptées depuis quatre ans contre le peuple palestinien trouvaient leur origine dans l'institutionnalisation de la mentalité raciste et l'attitude d'Israël en tant que force d'occupation. Cette force a transformé son occupation en phénomène colonial avec le transfert de plus de 400 000 colons israéliens illégaux sur des terres confisquées par la force au peuple palestinien, obligeant ces derniers à vivre dans des enclaves comme celles qui existaient à l'époque de l'apartheid, a-t-elle dit. Cette colonisation est ancrée dans le concept de racisme et de discrimination raciale, a poursuivi Mme Rasheed, puisqu'elle nie les droits les plus fondamentaux des peuples autochtones et l'essence même de leur existence.

D'autre part, les quelques quatre millions de réfugiés palestiniens qui ne peuvent rentrer continuent d'être privés de leurs droits politiques, civiques et humains pour des raisons également fondées sur la discrimination ou sur la religion. Elle a poursuivi en évoquant la situation des plus d'un million d'Israéliens d'origine palestinienne, qui subissent les effets de la xénophobie, d'incitations à la violence raciale et des discours de haine. Elle a déclaré qu'Israël n'avait pas de constitution et était le seul État du monde à faire la différence entre citoyenneté et nationalité et que cela servait à institutionnaliser la discrimination contre les Palestiniens vivant en Israël, qui sont considérés comme des citoyens de seconde classe. Elle a estimé que le racisme devenait plus évident, cru et violent dans toutes les sphères publiques, et entre autres dans les commentaires de personnalités gouvernementales de haut niveau, de généraux de l'armée et des chefs religieux. Elle a appelé la communauté internationale à faire tous les efforts afin de soulager le peuple palestinien des difficultés résultant du racisme et de la discrimination raciale entretenues par la force d'occupation.

...

M. REZLAN ISHAR JENIE (Indonésie) a affirmé accorder une importance particulière au Plan d'action de Durban qui invite tous les pays à devenir partie à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Notant que l'Indonésie compte plus de 350 groupes ethniques, avec une grande variété de langues, de cultures et de coutumes, il a expliqué que l'État indonésien a été fondé sur cinq principes, dont celui d'une « humanité juste et civilisée ». Ainsi, l'Indonésie est devenue partie à la Convention précitée dès 1999, a-t-il poursuivi. Il a ajouté que, depuis août 2004, le second Plan national d'action sur les droits de l'homme a été lancé pour une période quinquennale. Le représentant a aussi indiqué qu'en 2000, la Constitution a été amendée pour garantir à toute personne le droit à la protection contre la discrimination. Il a encore cité d'autres mesures qui sont prises dans ce domaine au niveau national, sur les plans législatif, judiciaire, réglementaire et administratif. Au niveau international, il a jugé que la lutte contre le terrorisme peut avoir pour conséquence de porter préjudice à certains groupes ou communautés. Il a souhaité que les actions judiciaires contre les terroristes se déroulent dans le respect des droits de l'innocent et sans préjugés religieux, ethniques ou nationaux. En ce qui concerne la question de l'autodétermination, l'Indonésie a mis l'accent sur la situation du peuple palestinien qui souffre depuis longtemps. Pour mettre fin à ces souffrances, le délégué a invité Israël à mettre en œuvre les résolutions des Nations Unies, en particulier celle de juillet 2004 qui concerne le mur de séparation.

...

M. SAMI ZEIDAN (Liban) a salué le travail accompli par les Rapporteurs spéciaux, notamment celui sur la liberté de religion et de conviction. Il a réitéré l'attachement de son pays au droit à l'autodétermination, et a mis en garde contre la polarisation actuelle autour des « minorités ». Il a indiqué que son pays garantissait l'égalité de tous ses citoyens. Il a signalé que la destruction de symboles religieux était passible d'emprisonnement au Liban, et a souligné que son pays n'avait jamais développé de propagandes fondées sur des théories de supériorité ethnique. Il a insisté sur l'importance du dialogue entre les cultures et a condamné toutes les formes de terrorisme, y compris le terrorisme d'État. Il a réaffirmé que le peuple palestinien vivait sous occupation et que leur droit à l'autodétermination était gravement menacé par la construction du mur de séparation. Il a félicité le Rapporteur spécial sur la situation du peuple palestinien pour son courage, et a réaffirmé le droit des Palestiniens à revenir sur leur territoire et à rejeter les tentatives de créer des colonies de peuplement. Il a par ailleurs appelé les États Membres à distinguer entre antisémitisme et critique des politiques d'État.

...

Droits de réponse

Le représentant d'Israël, répondant aux accusations faites par l'Observatrice palestinienne, a estimé qu'il serait plus utile pour la cause palestinienne de contribuer à limiter les incitations à la haine dont les autorités palestiniennes sont, selon lui, responsables. Il a réitéré que la construction de la barrière de séparation était une mesure temporaire pour protéger sa population du terrorisme. Il a appelé les autorités palestiniennes à se montrer à la hauteur de leurs engagements en mettant fin aux incitations à la haine, notamment dans les manuels scolaires. Israël, a-t-il dit, est un pays démocratique tolérant qui a pour seule aspiration la paix.

Suite à la déclaration du délégué algérien, le représentant du Maroc a estimé que celui-ci souhaite à nouveau créer la polémique au sujet du Sahara marocain et tromper les délégations. Il l'a invité à régler le différend artificiel et à mettre en œuvre la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 27 octobre dernier, dans laquelle il encourage les parties à progresser vers une solution politique.

L'Observatrice de la Palestine a mis en doute le fait qu'Israël soit un régime démocratique. Le représentant d'Israël a parlé d'État juif juste, démocratique et égalitaire pour tous. Ceux qui ne sont pas juifs souffrent de restrictions à la propriété et au droit de résidence, souffrent de restrictions de leur liberté de mouvement et sont parfois séparés de leur famille. Cela ne correspond pas à un État garantissant la non discrimination. Selon l'Observatrice, le représentant cherche à justifier l'interdiction de la réunification au

nom de la sécurité et fait abstraction des lois discriminatoires à l'égard des Palestiniens qui vivent dans les territoires palestiniens occupés par Israël. Israël, a-t-elle poursuivi, a ouvertement établi deux régimes différents pour deux communautés, l'une vivant sur les terres confisquées à l'autre. Selon elle, il faut replacer la situation dans son contexte: celui de l'occupation.

...

* *** *